

LA RACINE ET LA COMMUNAUTÉ

Critique de l'écofascisme contemporain

[Paul Guilibert](#)

La Découverte | « [Mouvements](#) »

2020/4 n° 104 | pages 84 à 95

ISSN 1291-6412

ISBN 9782348065439

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2020-4-page-84.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La racine et la communauté

Critique de l'écofascisme contemporain

PAR PAUL
GUILLIBERT*

Dans cette contribution, Paul Guillibert revient sur les reconfigurations idéologiques de l'extrême droite en se focalisant sur ce qu'il est convenu de nommer « l'écofascisme ». L'auteur précise la rationalité typique de ce phénomène politique au carrefour d'une idéologie raciste et néo-malthusienne, en explicitant à la fois ses racines historiques et ses dimensions nationalistes, racistes et patriarcales. Face à ce phénomène, l'auteur appelle à l'articulation du militantisme antifasciste avec le militantisme écologiste.

Le 15 mars 2019, un terroriste d'extrême droite assassinait cinquante-et-une personnes dans deux lieux de cultes musulmans à Christchurch en Nouvelle-Zélande. Dans son manifeste, le terroriste se présentait comme l'héritier d'Oswald Mosley, fondateur antisémite de l'Union fasciste britannique (BUF) en 1923, s'inscrivant ainsi dans une histoire de longue durée du fascisme européen. Ce qui ne laisse pas d'étonner dans ce manifeste, c'est le lien qu'il établit entre crise climatique et appel au meurtre raciste. Selon ses termes, « [l'immigration et le réchauffement climatique] sont deux faces du même problème. L'environnement est détruit par la surpopulation, et nous, les Européens, sommes les seuls qui ne contribuons pas à la surpopulation. [...] Il faut tuer les envahisseurs, tuer la surpopulation, et ainsi sauver l'environnement. » C'est donc un argument néomalthusien qui le conduit à se définir comme un « écofasciste » et à inciter au meurtre raciste. La surprise que provoque l'usage positif du concept d'écofascisme dérive de la confusion du terme et de la multiplicité de ses significations ; il désigne en effet deux types de phénomènes sociaux distincts.

D'un côté, on parle d'« écofascisme¹ », de « fascisme environnemental » ou de « fascisme écologique² » pour désigner les tendances écologistes du fascisme historique, notamment au sein du parti national-socialiste

1. Voir par exemple J. BIEHL et P. STAUDENMAIER, *Ecofascism revisited. Lessons from the German Experience*, 2^e éd., Porsgrunn, New Compass Press, 2011.

2. Voir notamment T. REGAN *Le droit des animaux*, Paris, Hermann, « L'avocat du diable », 2013.

* Docteur et enseignant en philosophie.

allemand. On connaît en effet l'importance d'un certain type de préoccupations environnementales inspiré par la « religion de la nature » néo-romantique du III^e Reich. D'un autre côté, le concept « d'écofascisme » est utilisé, depuis les années 1970, par des penseurs libertaires ou socialistes afin de critiquer les formes d'autoritarisme et de technocratie qui pourraient se prévaloir de la défense des écosystèmes. Dans *Ecologica*, André Gorz prévoyait ainsi une alternative inévitable pour le XXI^e siècle : ou bien une « écologie politique » d'inspiration socialiste, ou bien l'« écofascisme » de gouvernements technocratiques et autoritaires³. Dans ce cas, il ne désigne plus des tendances passées mais un avenir possible.

Or, l'écofascisme n'est pas seulement une tendance historique ou un avenir possible, mais le ferment d'une recomposition en acte des pensées réactionnaires dans le contexte de la catastrophe environnementale. Cette alliance originale (sans être absolument nouvelle) entre écologie et politiques identitaires peut-elle contribuer à refonder une idéologie néofasciste ? Le pouvoir mondial est certes, aujourd'hui, moins déterminé par des écologistes identitaires que par des néo-libéraux autoritaires et productivistes (Donald Trump, Jair Bolsonaro, Emmanuel Macron, etc.). Néanmoins, quoique les écologies néofascistes restent minoritaires, elles forment avec la gouvernementalité dominante un arc du pouvoir réactionnaire et jouent un rôle de premier plan dans les recompositions idéologiques contemporaines.

Dans cet article, on cherchera donc moins à faire œuvre de sociologie historique en proposant une cartographie des écologies de l'extrême droite⁴ qu'à identifier, en termes de philosophie sociale ou de critique de l'idéologie, la rationalité typique de cette nouvelle constellation politique. On retiendra d'ailleurs de Marx que l'idéologie a toujours une part de vérité : elle ne parvient à occulter les structures du réel, c'est-à-dire à les naturaliser et à les légitimer, que parce qu'elle a d'abord dévoilé des phénomènes existants. Pour comprendre la rationalité de l'écofascisme contemporain il faut donc saisir cette double dimension.

La première tâche consiste à éclaircir quelques difficultés qui obscurcissent le concept-même d'écofascisme. Le problème principal est de savoir s'il existe une parenté profonde entre écologie et fascisme. En effet, on a souvent accusé l'écologie de préparer la voie aux courants politiques les plus réactionnaires. Cette critique vient d'abord de penseurs modernistes anti-écologistes (comme Luc Ferry par exemple⁵) mais elle a également été défendue de manière beaucoup plus fine par des philosophes de l'environnement. Pour la philosophe Shrader-Frechette, par exemple, la défense holistique de la « communauté biotique », si elle n'est pas

3. A. GORZ, *Écologica*, Paris, Galilée, 2008.

4. Ce travail a déjà été remarquablement documenté, notamment par Zoé CARLE, « Les contre-révolutions écologiques des droites dures », in *Revue du Crieur*, n° 8, 2017/3, p. 44-61. J'en profite pour remercier l'auteur de cet article dont les intentions, les conseils et les lectures ont donné toute sa consistance à ce papier.

L'écofascisme n'est pas seulement une tendance historique ou un avenir possible, mais le ferment d'une recomposition en acte des pensées réactionnaires dans le contexte de la catastrophe environnementale.

5. L. FERRY, *Le nouvel ordre écologique : l'arbre, l'animal et l'homme*, Paris, Librairie générale française : Grasset, 2002.

6. K. SHRADER-FRECHETTE, « Individualism, Holism and Environmental Ethics », in *Ethics and the Environment*, n° 1, vol. 1, printemps 1996, p. 55-69.

7. Le fondateur de la « Land ethic », Aldo Leopold, considère que l'on doit toujours chercher à préserver « l'intégrité, la stabilité et la beauté de la communauté biotique ». On a parfois critiqué cette position en montrant combien elle pouvait devenir dangereuse si l'intérêt des écosystèmes (qui en juge ?) passait avant les intérêts humains.

Ce qui oppose l'écologie néofasciste et l'écologie antifasciste ce sont d'abord les politiques du genre et de la race.

pondérée par une éthique anthropocentrique, conduit nécessairement à une forme d'écofascisme pour laquelle la vie humaine a moins de valeur que l'équilibre biotique⁶. Si une dévalorisation en bloc de l'écologie est évidemment absurde, il ne faut sans doute pas écarter trop rapidement les critiques qu'elle véhicule. En effet, à défendre des « communautés biotiques⁷ » l'écologie ne favorise-t-elle pas un anti-humanisme qui ferait le lit du fascisme en nous préparant à l'idée que certains humains sont de trop ? Plus simplement, la défense de « la nature » ou de la « vie » ne risquent-elles pas de légitimer les dominations sociales au nom d'une norme réputée universelle et non historique ? Lorsqu'on cherche à penser l'écofascisme en particulier, la question se dédouble : d'un côté, quelles ressources politiques les néofascistes cherchent-ils dans les pensées écologistes ? D'un autre côté, y a-t-il chez les écologistes contemporains des idées qui témoignent d'une proximité structurelle avec des thèses de type fascistes ?

On partira ici du constat que les mouvances identitaires, nationalistes, racistes ou néofascistes des extrêmes droites contemporaines sont, pour beaucoup d'entre elles, particulièrement soucieuses des effets politiques de la catastrophe écologique. Mais on défendra également que les velléités néo-malthusiennes de contrôle des populations (par les frontières et la natalité) souvent préconisées par des organisations écologistes favorisent

l'idée d'une pureté ethno-raciale de la communauté politique, qui est au fondement même de la pensée fasciste. Et c'est précisément parce que l'écologie peut faire le lit du fascisme que les écologistes « progressistes » doivent faire de l'antifascisme l'une de leurs priorités stratégiques. Seule une éco-

logie radicale peut efficacement lutter contre les tendances écologistes du fascisme et contre les tendances fascistes de l'écologie. Mais ne nous y trompons pas : l'anticapitalisme abstrait ne suffira pas à distinguer leur écologie et la nôtre. Il existe des écologies identitaire, raciste ou nationaliste qui luttent effectivement contre le capitalisme de la finance et du marché.

Ce qui oppose l'écologie néofasciste et l'écologie antifasciste ce sont d'abord les politiques du genre et de la race. C'est par le contrôle de la reproduction au sein de la famille hétérosexuelle et par le contrôle des frontières géographique et symbolique de la nation que les théories néofascistes prétendent assurer la pureté ethnique de la communauté politique. Ce qui distingue *in fine* leur écologie et la nôtre, c'est que nous défendons qu'il existe de multiples manières d'habiter la Terre et qu'elles sont incompatibles avec la propriété privée et la souveraineté nationale.

L'écologie joue aujourd'hui le rôle d'un élément de *régénération des vieux thèmes fascistes* de l'enracinement et du nomadisme (I) grâce auxquels s'élaborent une *nouvelle définition raciale de la communauté*

politique (II) contre laquelle écologistes radicaux et antifascistes doivent fonder une *stratégie commune* (III).

● Le nomade et l'enraciné

L'écologie fasciste est historiquement liée à l'idée d'enracinement. Le mot d'ordre nazi « le sang et le sol » visait ainsi à définir la communauté politique racialement homogène (le « sang ») comme celle qui s'était développée sur un territoire délimité par des frontières naturelles (le « sol »). Tel est le fondement de la métaphore de l'enracinement : à mesure qu'elle croît, la plante plonge ses racines de plus en plus profondément dans le sol. Le passage du temps s'inscrit donc dans un espace stable, une terre dont les frontières sont délimitées par la souveraineté nationale et la propriété privée. Comme le remarque Peter Staudenmaier dans *Ecofascism revisited*, c'est sur le fondement d'une telle assimilation entre territoire écologique et pureté de la race qu'a pu se développer une « aile verte » au sein du parti nazi⁸. Composée principalement de Walther Darré, Fritz Todt, Alwin Seifert et Rudolf Hess, cette fraction écologiste obtint, avant son éviction en 1942, de nombreuses avancées en termes environnementaux, y compris la création de plusieurs milliers de fermes agro-écologiques en Allemagne⁹. Elle ne fut pas qu'une tendance parmi d'autres puisque c'est l'un de ses dirigeants, Walther Darré, qui fixa la doctrine selon laquelle « l'unité du sang et du sol doit être restaurée¹⁰ » en 1930. Les racines du fascisme plongent d'ailleurs profondément dans la pensée écologiste du XIX^e siècle.

L'invention du terme d'écologie par Ernst Haeckel en 1866 témoigne de cette origine. S'il fut un biologiste reconnu et l'un des introducteurs du darwinisme en Allemagne, Haeckel fut aussi un partisan de l'idéologie *völkisch* (populaire, ethnique) qui se développait à la fin du XIX^e siècle et qui contribua à nouer de manière décisive l'amour de la terre et le militantisme nationaliste. Elle visait à définir le peuple à partir des concepts de race et de nation qui permettaient de saisir le développement organique d'une communauté politique avec sa terre et ses paysages naturels. S'il faut évidemment prendre garde à ne pas tracer de généalogies trop réductrices ni trop linéaires, il est certain que le désir d'enracinement continue à vivre dans les écologies et les néofascismes contemporains.

On en trouve un exemple frappant dans le programme du Rassemblement national pour les élections européennes de mars 2019. Le *Manifeste pour « l'Alliance européenne des nations »* a été rédigé par Hervé Juvin, auteur de plusieurs ouvrages dont *La Grande Séparation : Pour une écologie des civilisations*¹¹. Dans ce livre, il appelait par exemple à « défendre son biotope contre les espèces invasives », humaines et non-humaines, et à renforcer les frontières qui permettent de préserver la biodiversité et la différence des cultures. Après avoir rejoint les conseillers de Marine

Les racines du fascisme plongent d'ailleurs profondément dans la pensée écologiste du XIX^e siècle.

8. P. STAUDENMAIER, "Fascist ecology : « The "Green Wing" of the Nazi Party and its Historical Antecedents » dans J. Biehl et P. Staudenmaier, *Ecofascism revisited. Lessons from the German Experience*, op. cit., p. 11-59.

9. *Ibid.*, p. 23.

10. W. R. DARRÉ, *Um Blut und Boden : Reden und Aufsätze*, Munich, 1929, p. 28 ; cité par P. Staudenmaier, « Fascist Ecology : The "Green Wing" of the Nazi Party and its Historical Antecedents », dans J. Biehl et P. Staudenmaier *Ecofascism revisited* op. cit., p. 23.

11. H. JUVIN, *La Grande Séparation : Pour une écologie des civilisations*, Paris, Gallimard, 2013. Les citations suivantes sont issues de cet ouvrage et du Manifeste.

Le Pen, il a réussi à imposer de manière opportune sa vision écologiste au sein du parti. Il n'est plus question de sortir de l'Europe ou de la zone euro, mais il s'agit de défendre une alliance des nations européennes fondées sur l'autonomie des territoires. La défense de la *communauté nationale*

Au Rassemblement national apparaît ainsi une association étroite entre une définition identitaire de la communauté et les milieux naturels à partir desquels elle se déploie.

passé désormais par une apologie de la *civilisation européenne* dont l'essor aurait été fondé sur « la richesse de la nature en Europe ». Apparaît ainsi une association étroite entre une définition identitaire de la communauté et les milieux naturels à partir desquels elle se déploie. Les nations européennes semblent alors soumises à deux menaces

matérielle et culturelle : 1) la destruction des écosystèmes et 2) l'idéologie du « nomadisme ».

Concernant la menace matérielle sur le vivant, le *Manifeste* est assez prolix. Il traite des destructions environnementales liées à l'extractivisme et au pillage des ressources, des risques sanitaires des pollutions agricoles et industrielles, du changement climatique et consacre même un passage à la lutte contre la privatisation du vivant par le brevetage du génome. L'évocation de la privatisation du génome est très significative : ce qui est problématique avec le capitalisme, c'est moins la dégradation économique des conditions de vie que la perte d'identité de communautés ethniques définies par des critères culturels (le christianisme), des critères biologiques (les gènes) et des critères écologiques (l'appartenance à des milieux naturels).

On comprend alors que la menace matérielle n'a de sens que relativement à la menace culturelle. Tout le programme est ainsi construit autour de l'opposition entre « nomadisme » et « enracinement ».

Les tenants de l'idéologie nomade désignent à la fois les partisans du libre-échange économique, c'est-à-dire de la circulation des capitaux, et ceux qui défendent l'ouverture des frontières pour les personnes, c'est-à-dire les libertés de circulation et d'installation pour les migrant·e·s. Ce concept permet donc de ramener à un seul ennemi commun (le nomade) trois adversaires distincts : les exilé·e·s « victimes » de la mondialisation, les élites qui l'organisent et l'Islam qui sort de ses « frontières naturelles ». À l'inverse, les partisans de l'enracinement sont ceux qui défendent une définition identitaire des communautés par leur appartenance historique, génétique et écologique à des territoires souverains.

Cette opposition entre « nomadisme » et « enracinement » possède une très longue histoire dans les pensées fascistes européennes. Elle a évidemment derrière elle toute l'histoire d'un antisémitisme européen qui opposait, au nomadisme de la diaspora juive, l'enracinement des populations chrétiennes. Mais la question écologique a conduit à un renouvellement de cette opposition. On sait le poids qu'a joué dans l'extrême droite

et la Nouvelle Droite le penseur de la révolution conservatrice allemande Carl Schmitt qui fut l'un des principaux théoriciens de l'enracinement.

Dans *Le nomos de la Terre*¹² (1953), Carl Schmitt défendait en effet que les communautés politiques se définissent par « un triple enracinement du droit ». Le premier critère de l'enracinement renverrait à la nature en tant que principe d'engendrement qui garantit à celles et ceux qui en prennent soin la possibilité de se reproduire et leur assurent une « mesure intérieure » de la justice. Deuxièmement, la terre comporte à sa surface des limites, des « délimitations des champs, des prés et des bois » qui inscrivent dans l'espace les règles du travail humain sur la terre. Mais troisièmement, la terre est aussi le lieu où s'inscrivent les rapports de propriété et de voisinage, les ordres de la vie sociale, les « formes du pouvoir et de la domination ». Les barrières, les bâtiments, les frontières, les haies et les clôtures manifestent la territorialité des rapports sociaux. Schmitt considère au final que c'est dans « la prise de terre », c'est-à-dire l'appropriation violente de l'espace, que réside le fondement de tout régime politique.

Dans les années où s'élabore une « écologie intégrale » fondée sur la pensée de l'enracinement, on trouve chez les philosophes Gilles Deleuze et Félix Guattari une pensée du nomadisme qui sert à la fois d'antidote et de repoussoir pour les pensées identitaires. En effet, l'un des objectifs principaux de *Mille plateaux*, publié en 1980, est de mener la critique du *Nomos de la terre* de Schmitt. Contre la reterritorialisation identitaire de la communauté, Deleuze et Guattari proposent dans le douzième « plateau » un « traité de nomadologie¹³ ». Ils opposent à la définition enracinée du « nomos » une communauté imaginée à partir des sociétés nomades. Elle ne se définit plus par l'appropriation exclusive d'un territoire dont l'étranger est exclu, mais par l'usage provisoire et passager d'un territoire inappropriable. Ce fut notamment le rôle du philosophe Alain de Benoist, fondateur du GRECE et l'un des principaux théoriciens contemporains d'une écologie enracinée, d'établir le rapport entre la pureté de la communauté historique et l'appropriation exclusive du territoire écologique¹⁴, contre la pensée post-moderne déracinée. Cependant, cet héritage de la philosophie de l'enracinement est profondément renouvelé par le néo-malthusianisme écologique de la théorie du « Grand remplacement ». Dans la seconde section, on se demandera si cette relecture écologique du malthusianisme participe d'une recomposition néofasciste des idéologies de l'extrême droite contemporaine.

● « Grand remplacement » et néo-malthusianisme écologique

Dans *La possibilité du fascisme* Ugo Palheta définit le fascisme comme un « mouvement de masse qui prétend œuvrer à la régénération d'une

12. C. SCHMITT, *Le nomos de la Terre : dans le droit des gens du Jus publicum europaeum*, traduit par Lilyane Deroche-Gurcel, Paris, Presses universitaires de France, 2012. Les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

13. G. DELEUZE et F. GUATTARI, *Capitalisme et schizophrénie. 2. Mille plateaux*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1980.

14. Voir par exemple ses développements sur l'enracinement et la proximité avec la nature dans A. DE BENOIST, *Comment peut-on être païen ?*, Paris, Albin Michel, 1981, p. 78-79, p. 123-124, p. 174, p. 232.

Contre la reterritorialisation identitaire de la communauté, Deleuze et Guattari proposent dans le douzième « plateau » un « traité de nomadologie ».

15. U. PALHETA, *La possibilité du fascisme. France, la trajectoire du désastre*, Paris, La Découverte, 2018, p.31.

Pour de nombreux courants néofascistes, la préservation des écosystèmes devient le fondement d'une redéfinition identitaire de la communauté à partir d'une appartenance raciale à la terre.

16. *Pour une Europe des Nations. Manifeste pour une nouvelle coopération en Europe*, op. cit., p. 51.

« communauté imaginaire » considérée comme organique (nation, « race » et/ou civilisation), par la purification ethno-raciale, par l'anéantissement de toute forme de conflit social et de toute contestation (politique, syndicale, religieuse, journalistique ou artistique), autrement dit par l'évidement de tout ce qui paraît mettre en péril son unité imaginaire (en particulier la présence visible de minorités ethno-raciales et l'activisme d'oppositions politiques)¹⁵ ». Cette volonté de purification du corps politique par l'anéantissement d'une partie de la population et de toutes les formes de contestation prend aujourd'hui, à l'heure des catastrophes globales, une dimension nouvelle : pour de nombreux courants néofascistes, la préservation des écosystèmes devient le fondement d'une redéfinition

identitaire de la communauté à partir d'une appartenance raciale à la terre. En cela, l'écologie joue bien un rôle déterminant dans la reconfiguration des pensées réactionnaires contemporaines.

En parlant de « naufrage démographique » et « d'arme de destruction massive¹⁶ » dans les mains des ennemis de l'Europe, le dernier *Manifeste* du Rassemblement national valide lui aussi les thèses du « Grand remplacement » de

Renaud Camus. Selon lui, l'Islam et les migrant-es constituent une menace pour la civilisation et les Européen-nes qui vont être « remplacé-es » par des étrangèr-es. Cette théorie hérite du malthusianisme l'idée que les milieux naturels ne peuvent supporter une population trop importante ; mais elle y ajoute la crainte xénophobe de l'invasion étrangère.

Dans la mesure où la propriété privée et la souveraineté semblent être les seules garanties d'une préservation efficace de la nature, on peut déduire de ce motif écologique une justification supplémentaire à la définition identitaire de la communauté. Seul un peuple en pleine possession de son territoire pourrait espérer le protéger efficacement ; la protection de la nature imposerait donc une communauté homogène qui s'identifie ethniquement à son territoire. La menace démographique ne pèse plus seulement sur l'homogénéité culturelle de la population mais sur la viabilité naturelle des écosystèmes soumis à une augmentation du prélèvement des ressources. La menace écologique et la menace démographique se conjuguent pour mettre en péril « l'identité des cultures » et leur fondement naturel. À cet égard, le fondement malthusien de la théorie du « grand remplacement » fournit la matrice idéologique d'un renouvellement du racisme.

L'écologie malthusienne renouvelle le racisme sur une base à la fois culturelle et environnementale. L'identité des peuples se comprend à partir de l'histoire autonome de communautés closes définies par leur appartenance au milieu. Il est clair que la plupart des écologies identitaires contemporaines ne se définiraient pas comme racistes au sens où elles ne

mobilisent pas le concept de « race » et qu'elles se défendraient d'avoir des conceptions biologiques de la pureté ou de l'identité politiques. Elles proposent au contraire un « ethno-différencialisme¹⁷ » ou un « ethno-pluralisme » pour lequel les groupes humains hériteraient de traits culturels figés dans une histoire de longue durée et méritant tous d'être protégés pour eux-mêmes. Ces histoires plurielles « prendraient racine » dans des terroirs qui fixent les limites de la communauté culturelle homogène et close.

Mais cette naturalisation de la différence culturelle par l'écologie fait en réalité apparaître la dimension raciste de *tout* ethno-différencialisme. L'ethnie (ou la culture) serait fondée sur l'appartenance des générations successives à un territoire écologique dans lequel se sédimentent des pratiques sociales héritées. La distinction entre « racisme biologique » et « racisme culturel » n'est donc plus opérante. La théorie néo-malthusienne de la communauté est plutôt un racisme intégral : la parenté assure une homogénéité « *ethnotypique*¹⁸ » à la transmission des caractères culturels dans des milieux écosystémiques. Comme le remarque Stuart Hall, tandis que le concept de race est un « signifiant glissant » qui part de l'apparence physique pour l'inscrire dans la biologie, le concept d'ethnie part de la différence culturelle pour la naturaliser par l'intermédiaire de la filiation¹⁹. Or, ce processus de naturalisation de la différence ethnique par la parenté est aujourd'hui redoublé par l'appartenance aux milieux naturels. On passe du fondement biologique de la différence raciale au fondement naturaliste de la différence culturelle (par la parenté et l'écologie).

Il n'y a dès lors pas lieu d'être surpris que les écologies identitaires soient à l'avant-poste de l'opposition contre la transformation des règles de la filiation, de la reproduction et des structures de la parenté (notamment de la PMA et de la GPA pour tou·te·s). Ce souci, qu'elles partagent avec nombre de mouvements chrétiens, s'explique par le fondement malthusien de leur définition de la communauté. Les structures hétérosexuelles de la parenté garantissent la reproduction de la communauté dans le temps (la succession des générations) mais sur un espace délimité. Préserver l'homogénéité de la communauté suppose que les règles « naturelles » de la filiation assurent la supériorité – en nombre et en pouvoir – des populations définies comme autochtones. Maintenir la ci-devant « naturalité de la famille » hétérosexuelle, c'est donc assurer un principe d'unité selon lequel la communauté tire sa légitimité des milieux écosystémiques dans lesquels elle se déploie. Les populations capables de défendre leur territoire seraient celles qui l'ont hérité. La défense de la naturalité de la reproduction est l'un des éléments qui garantit l'homogénéité d'une communauté définie par le territoire qu'elle occupe et qu'elle prend en charge. La famille

Cette naturalisation de la différence culturelle par l'écologie fait en réalité apparaître la dimension raciste de tout ethno-différencialisme.

17. E. BALIBAR, « Racisme et nationalisme » in *Race, nation, classe : les identités ambiguës*, WALLERSTEIN Immanuel Maurice et BALIBAR Étienne (dir.), Paris, la Découverte, 2007.

18. A. DE BENOIST, *Nous et les autres. Problématique de l'identité*, Paris, Krisis, 2006, p. 32.

19. S. HALL, *Race, ethnicité, nation. Le triangle fatal*, traduit par Jérôme Vidal, Paris, Amsterdam, 2019, p.105.

La famille hétérosexuelle et la propriété de la terre apparaissent inextricablement liées comme les fondements de la pureté de « l'ethnie » ou de la « culture ».

hétérosexuelle et la propriété de la terre apparaissent inextricablement liées comme les fondements de la pureté de « l'ethnie » ou de la « culture ». Pour le malthusianisme écologique, l'identité culturelle repose sur l'homogénéité génétique de la population garantie par la reproduction sur un ter-

ritoire fixe. Mais, l'intrication du sol, du sang et de la propriété dans les écologies néofascistes permet *a contrario* de fixer la stratégie pour un antifascisme écologique.

● « Un attachement religieux et fanatique à la terre » :
stratégies pour un antifascisme écologique

En 1935, dans *Héritage de ce temps*, le philosophe allemand Ernst Bloch cherchait à comprendre les raisons de la défaite du communisme face au nazisme. Selon lui, le fascisme allemand aurait notamment triomphé par sa capacité à prendre en charge les aspirations utopiques de ce qui n'est pas encore advenu dans le passé et que le mouvement ouvrier avait délaissé. Il aurait mêlé au millénarisme socialiste des hérésies chrétiennes, « un attachement religieux et fanatique à la terre²⁰ ». Or, cet attachement n'est pas nécessairement, pour Bloch, le signe d'un « archaïsme » naïf ou d'une tendance réactionnaire. Il témoigne plutôt d'une contradiction non résolue dans le passé qui possède une charge messianique de transformation du présent. La disparition progressive des formes de vie liées aux organisations communautaires et traditionnelles ne détruit pas les rêves dont elles étaient porteuses. Au contraire, pour être véritablement révolutionnaire le communisme devrait prendre en charge le désir d'enracinement.

Nul n'ignore le destin des concepts de *Heimat, Boden, Volk* à l'heure où Bloch écrit ces lignes, dans l'Allemagne de 1935. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, on ne peut nier l'affirmation de leur charge utopique. Les trois mots d'ordre de la « maison », du « sol » et du « peuple » témoignent d'un désir d'appartenance que la bourgeoisie libérale a largement méprisé et que le communisme, entièrement voué aux formes de vie urbaines et ouvrières, semblait incapable de satisfaire ; mais la réaction l'a ressuscitée. Le fascisme signe donc le triomphe du capital dans sa lutte pour maintenir l'exploitation du prolétariat, car il a réussi à intégrer à son projet la mystique de la terre et « la consanguinité paysanne héréditaire ». C'est cela qui expliquerait son « succès ». Peut-être est-il temps de se rappeler cet avertissement de Bloch : si le fascisme a triomphé c'est qu'il a réussi à satisfaire des désirs d'enracinement que le communisme urbain et productiviste était incapable de prendre en charge. Ceci ne va pas sans soulever des problèmes majeurs. Dans quelle mesure le désir d'enracinement à la terre est-il compatible avec une politique antifasciste ? Quelles stratégies une écologie antifasciste doit-elle élaborer pour

20. E. BLOCH, *Héritage de ce temps*, traduit par Jean Lacoste, Paris, Klincksieck, 2017, p.125.

satisfaire les désirs d'enracinement qu'elle défend sans racialement la communauté politique ?

La défense de l'enracinement n'est pas incompatible avec une écologie antifasciste. Ce qui pose problème dans les écologies néofascistes ce n'est pas l'enracinement, mais la volonté de définir la communauté sur ce seul fondement. Or, l'écologie a radicalement changé nos manières de percevoir le monde, non seulement parce qu'elle nous apprend à prendre en compte la biosphère et l'ensemble des réalités non humaines dans l'élaboration de nos stratégies politiques (virus, climat, espèces en voie d'extinction, inondations, incendies, écosystèmes, etc.), mais également parce qu'elle nous renseigne sur la pluralité des manières d'habiter la Terre, qu'on soit nomade ou enraciné. En effet, s'il fallait définir en tant qu'écologistes « ce à quoi nous tenons²¹ », ce ne serait certainement pas l'appropriation exclusive d'un territoire par une communauté nationale, mais l'usage écologique d'une terre non appropriable. Ce sont les usages soutenables de la terre qui définissent la communauté écologique désirable. Il nous faut donc « revendiquer²² » une relation à la terre qui autorise autant l'enracinement que le nomadisme. Or ces usages ne sont pas garantis par la souveraineté nationale et la propriété privée.

La souveraineté nationale est censée s'exercer sur le territoire qu'occupe une nation. Mais cette définition de la souveraineté laisse complètement de côté le territoire écologique réel qu'une communauté utilise effectivement pour se reproduire. Les ressources qui permettent aux peuples occidentaux de vivre et d'accumuler de la richesse depuis au moins cinq siècles ne se trouvent pas principalement sur les territoires nationaux : qu'on pense seulement à l'or, au pétrole ou à l'uranium. La terre que défendent les écologies d'extrême droite serait invivable sans les ressources des territoires coloniaux et des « enclosures extractivistes²³ » qui assurent la reproduction des peuples occidentaux. Le sol national dissimule le territoire écologique. Tel est sans doute le premier enseignement d'une critique antifasciste de l'écologie : la lutte contre les politiques migratoires, coloniales et racistes est l'une des priorités stratégiques d'une politique qui prétend défendre la multiplicité des manières d'habiter le monde ; à commencer par la défense de la liberté de circulation pour tou-te-s.

Le sol est à la fois le garant de l'héritage passé et le ferment de la reproduction future. Il assure à la communauté (sédentaire ou nomade) la continuité de ses histoires. C'est la raison pour laquelle il représente un tel enjeu dans la bataille culturelle. Voilà aussi pourquoi les écologies d'extrême droite ne s'attaquent jamais au fondement économique de la reproduction sociale : la propriété privée de la terre.

La souveraineté nationale est censée s'exercer sur le territoire qu'occupe une nation. Mais la terre que défendent les écologies d'extrême droite serait invivable sans les ressources des territoires coloniaux.

21. E. HACHE, *Ce à quoi nous tenons. Propositions pour une écologie pragmatique*, Paris, La Découverte, « Les empêcheurs de penser en rond », 2011.

22. E. HACHE (éd.), *Reclaim. Recueil de textes écoféministes*, traduit par Émilie Notéris, Paris, Cambourakis, 2016.

23. R. JONES, *Violent Borders. Refugees and the right to move*, Londres, New York, Verso, 2017, p.143.

Bien qu'elle soit parfois limitée par la souveraineté de la nation ou par le pouvoir du peuple, elle n'est jamais remise en cause en tant que telle. Dans la mesure où la propriété privée exclut les non-proprétaires de

Le second enseignement d'une critique antifasciste de l'écologie est qu'elle doit faire de l'abolition de la propriété privée la condition sine qua non du devenir écologique de la communauté.

l'accès à une partie de la nature, elle est un moyen juridique d'appropriation sociale de la richesse et de purification ethnique de la communauté. Elle assure la permanence des générations qui se transmettent un territoire par des droits de succession. On comprend qu'elle joue un rôle si central dans les écologies réactionnaires. Pourtant, elle autorise

aussi toutes les déprédations environnementales. En fondant les usages et l'accès à la terre sur une appropriation exclusive, on permet l'accaparement des ressources²⁴ et la destruction des natures. Le second enseignement d'une critique antifasciste de l'écologie est qu'elle doit faire de l'abolition de la propriété privée la condition *sine qua non* du devenir écologique de la communauté.

24. Pour un remarquable travail juridique de critique écologique de la propriété privée, on consultera S. VANUXEM, *La propriété de la terre*, Marseille, Wildproject, 2018.

Pendant, dans la mesure où les rapports de propriété privée assurent la succession des patrimoines, ils sont inséparables des structures de la parenté et des règles de la filiation. Ce sont les politiques du genre qui assurent le lien entre la propriété privée de la terre et la pureté ethnique ou raciale de la communauté. La préservation d'une communauté ethniquement homogène suppose d'assurer le contrôle du territoire par la souveraineté et la propriété ; mais cela impose surtout de contrôler qui a le droit de se reproduire et comment. Le contrôle du corps des femmes et les politiques de la natalité apparaissent alors comme l'un des vecteurs principaux de la reproduction d'une communauté homogène qui se transmet un territoire donné par des droits de propriété privée. Défendre à tout prix les règles de la filiation hétérosexiste revient à s'assurer un moyen de plus de préserver la pureté ethnique de la civilisation. Le troisième enseignement d'une critique antifasciste de l'écologie concerne donc les modalités de la lutte contre les oppressions de genre et en particulier le combat contre l'appropriation hétérosexuelle de la famille et contre le contrôle sexiste des corps reproductifs. L'écologie radicale doit défendre la liberté individuelle dans les manières d'assurer la reproduction du collectif.

● Conclusion

Au cours de la crise sanitaire provoquée par l'intrusion du Sars-CoV-2 dans l'écosystème mondial, les solutions politiques furent principalement nationales : face à la catastrophe globale, les États ont réagi par la politique sécuritaire du camp retranché. Après des années d'austérité néolibérale qui ont contraint à la fermeture de milliers de lits dans les hôpitaux français, la seule réponse possible semblait celle de la sécurisation de l'espace national souverain. Dans cette nouvelle idéologie du retranchement,

les hiérarchies de classe, de genre et de race indiquent le degré de sécurité qu'on est en droit d'espérer : les étrangèr-es et les prisonnièr-es sont enfermé-es dans des situations insalubres, les travailleur-se-s les plus précaires sont exposé-es à la maladie, le reste de la population est confiné et exposé à la répression policière selon les critères différenciés du racisme postcolonial. Cette « biopolitique différentielle²⁵ » annonce la nouvelle gouvernementalité capitaliste à l'âge des catastrophes globales. Elle préfigure aussi l'écologie antifasciste que nous devons défendre. Elle devra lutter contre l'administration raciste, patriarcale et capitaliste de la crise écologique en proposant de nouveaux imaginaires politiques. Si nous voulons éviter que l'écologie devienne un monstre fasciste « avec une gueule grande comme une écuelle de sang [qui] vide entièrement le vase de l'avenir²⁶ », il nous faudra défendre le devenir écologique des sociétés et le devenir communiste de la terre. ●

25. S. MEKDJIAN, « Contre l'exception, faire problème commun. Du continuum du confinement à l'isolement des foules détenues et enfermées. », in *Lundi matin*, n° 21 mars 2020.

26. E. BLOCH, *Héritage de ce temps*, *op. cit.*, p. 117.